

Fonction Publique : Qui se moque de qui ?

Le ministre de la fonction publique, par voie de presse, a encore accusé les organisations syndicales de politiser leur action au détriment du dialogue social. Il les accuse même de prendre « en otages » les fonctionnaires !

La FGF-FO ne peut pas accepter de telles déclarations de la part d'un ministre qui, systématiquement, oppose une fin de non-recevoir à toutes les revendications que nous lui proposons.

La FGF-FO rappelle au Ministre que c'est lui qui a abandonné les fonctionnaires et agents publics :

- En gelant leur salaire par le refus de toute revalorisation du point d'indice,
- En imposant un jour de carence, stigmatisant ainsi les agents malades,
- En déstructurant les services de l'Etat, avec le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux et en imposant la mobilité forcée avec la révision générale des politiques publiques (RGPP).

De plus, comment peut-on oser affirmer que les réformes engagées sont favorables aux agents :

- En imposant la rémunération à la performance pour les agents de catégories C sans vouloir définir les missions par rapport à la partie « résultat », alors que la paupérisation de ces agents est avérée.
- En imposant la réforme de l'évaluation des enseignants alors que ce projet de décret a été rejeté par l'ensemble des organisations syndicales au comité technique ministériel
- En imposant par décret la mise en place d'une sous-catégorie A pour les infirmières de l'Etat, corps majoritairement féminisé alors que dans le même temps le ministre se vante d'œuvrer pour l'égalité femmes/ hommes.
- En refusant la transposition de la reconnaissance du niveau 6 européen au niveau II français permettant aux personnels éducatifs et sociaux l'accès à la catégorie A « type »

Pour la FGF-FO, le principal objectif du Ministre, est de passer en force avant le premier tour des élections, un certain nombre de dossiers qui contrairement à ce qu'il prétend ne sont pas favorables aux personnels, bien au contraire. Ainsi, en imposant ce rythme de concertation effréné, il ne permet pas aux organisations syndicales représentatives de traiter avec efficacité des textes très importants, dans l'intérêt des fonctionnaires.

La FGF-FO refuse d'aller sur le terrain politique comme voudrait l'emmener le ministre Sauvadet. Par ses déclarations, c'est le ministre lui-même qui se moque des fonctionnaires et de leurs organisations syndicales.

Pour La FGF-FO, le syndicalisme est et doit rester libre et indépendant